

PRÉSENTATION

Nicolas PELISSIER
pelissier06@gmail.com
Université Côte d'Azur, France

Les textes réunis dans ce la quatrième partie de ce volume sont le fruit d'un travail éditorial collectif issu du colloque franco-roumain en sciences de l'information et de la communication (CBFR), qui a célébré sa 27^{ème} édition à l'Université Stefan cel Mare de Suceava (22-24 mai 2025) autour de la question des *Récits médiatiques en régime de post-vérité* (voir <https://www.sfsic.org/evenement/les-recits-mediatiques-en-regime-de-post-verite-2/>). Lancé en 1993 par le professeur Ioan Dragan dans le double objectif de développer la coopération franco-roumaine en sciences de la communication mais aussi de mieux faire connaître la Roumanie (sa recherche académique, ses traditions intellectuelles, patrimoniales et son ancrage dans les cultures populaires) aux collègues français, ce colloque a su se frayer un chemin singulier dans le paysage de la recherche francophone en sciences de l'information et de la communication (SIC).

Dans la première décennie d'existence de cette manifestation récurrente, le modèle privilégié par les organisateurs s'apparentait davantage à celui de journées d'études, sur invitations effectuées à partir des affinités électives et du dense réseau de relations académiques du professeur Dragan, auquel le colloque de Suceava en 2025 a rendu un vibrant hommage à l'occasion de sa disparition (voir aussi le numéro spécial de la *Revue roumaine de sociologie*, 2025). A parti de sa Xème édition en 2003, qui accueillit près de 300 participants issus d'une trentaine de pays francophones, le CBFR adopta un changement de cap, en suivant le modèle des colloques internationaux *mainstream* : appel à communications en amont, constitution d'un comité scientifique international, procédures rigoureuses de sélection en « double aveugle »... Cette institutionnalisation progressive du colloque lui permit d'ailleurs une labellisation systématique par la Société Française des Sciences de l'Information et de la communication (SFSIC), devenue partenaire récurrente ici remerciée.

Cette reconnaissance est aussi liée à l'élargissement des thématiques traitées chaque année lors du colloque : au départ centré sur les médias, la communication politique et leurs

publics, le CBFR a proposé à ses participants d'aborder la quasi-totalité des sous-champs des sciences de l'information et de la communication : médiation culturelle et patrimoniale, médiation des savoirs, communication internationale et interculturelle, industries culturelles et créatives, communication organisationnelle, usages des dispositifs numériques...

Cependant, malgré sa professionnalisation progressive, ce colloque est parvenu à préserver l'héritage atypique et pionnier du professeur Dragan, au travers de certains traits caractéristiques : l'absence de frais d'inscription, la dimension interdisciplinaire (en suscitant la participation de collègues issus d'autres disciplines que les SIC) ; le souci de concilier exigence scientifique (édition d'une sélection des actes dans des collections et revues académiques reconnues) et représentation de la diversité de pays et universités d'origine des contributrices et contributeurs ; enfin, la sensibilisation des collègues étrangers à la culture roumaine, dans sa double dimension intellectuelle et festive-populaire.

Ces singularités n'ont pas échappé aux responsables successifs de l'Agence Universitaire de la Francophonie (AUF) et de l'Institut Français de Roumanie, qui ont systématiquement soutenu le colloque depuis ses premières éditions jusqu'à la toute dernière à Suceava. En témoigne le financement par l'AUF de 8000 euros du Projet de recherche « Discours en situation de crise et de conflit en Europe d'aujourd'hui » attribué à l'Université Ștefan cel Mare en préparation de la 27^{ème} édition du colloque, et dont le présent dossier est l'un des nombreux fruits.

En complément d'un ouvrage collectif coordonné par Billel Aroufoune et Alessandro Leiduan à paraître fin 2026 à Paris chez Lys Bleu Editions (collection « Sciences de l'information et de la communication »), ce dossier revient sur une question chère au défunt professeur Dragan : en quoi les médias d'actualité de l'écosystème numérique entretiennent (ou non) un climat propice au développement de *fake news* et plus largement d'un régime dit de « post-vérité » ? Au-delà de cette interrogation centrale, les contributeurs du dossier tentent d'approfondir deux problématiques connexes : comment se redéfinit la responsabilité sociale des producteurs d'information (journalistes et assimilés), mais aussi des publics de l'actualité médiatique ? Et quel rôle jouent les organisations contemporaines (publiques et privées), mais aussi les artistes et les créateurs, dans le basculement constaté de notre rapport citoyen à la vérité ?

Le dossier part d'un constat : la montée en puissance, pour ne pas dire l'omniprésence de la thématique des *fake news* et des « vérités alternatives » comme problème public digne d'intérêt et méritant une place conséquente dans l'agenda et l'espace publics. En témoigne la préoccupation croissante de pouvoirs publics soucieux de légiférer sur la question, mais aussi de trouver des réponses concrètes à ce problème, en éditant notamment des manuels « anti-fake news » à l'intention des élèves des établissements scolaires.

Les mondes professionnels des médias d'actualité et de la recherche académique semblent également partager cette préoccupation, notamment parce qu'ils ont le sentiment qu'un lien étroit et intime, lentement tissé par des siècles d'histoire tumultueuse, est en train de s'altérer, voire se dissiper : celui qui associe l'activité journalistique à un travail de description fidèle et d'objectivation de la réalité, dans un cadre plus englobant de quête de vérité(s) sans cesse recommencée.

Et pourtant, journalistes et chercheurs ont aussi leurs propres responsabilités dans cette altération du lien : dans un contexte général de crise structurelle des entreprises médiatiques et d'hyperconcurrence des acteurs sur le marché, les premiers semblent surtout préoccupés par leur survie matérielle et la transformation (essentiellement numérique) de leurs modes de production de l'actualité, délaissant quelque peu les questionnements plus réflexifs sur l'essence et le sens du journalisme ; quant aux seconds, ils sont encore peu

nombreux à s'interroger sur les mutations profondes des relations entre journalisme, réalité et vérité. Ainsi, dans l'espace académique francophone, rares sont les numéros de revues, articles et ouvrages scientifiques publiés sur cette thématique depuis une trentaine d'années.

Pour revenir aux médias d'actualité, le développement rapide et massif des réseaux socionumériques et autres plateformes contributives est-il donc le principal facteur permettant d'expliquer une telle tendance allant dans le sens d'une « *déréalisation* » croissante du journalisme ? Il est de bon ton, dans une perspective critique ouverte en France par des auteurs tels que Philippe Breton, d'attribuer l'essentiel du phénomène des *fake news* aux possibilités offertes par ces réseaux et plateformes, mais aussi aux stratégies de captation des publics de leur modèle d'affaires (ceux des GAFAM, mais pas exclusivement). Nous pourrions aussi insister sur un constat fait par plusieurs chercheurs mettant en évidence une *crédulité croissante* de ces publics, de plus en plus et de mieux en mieux « préparés », malgré tous les efforts d'argumentation et leurs évidences logiques, à consommer des *fake news* défiant parfois tout sens commun.

En ce sens, le terrain occupé aujourd'hui par les réseaux sociaux numériques avait largement été déjà préparé par les médias audiovisuels, avec leurs programmes de libre antenne, d'*infotainment*, de télé réalité... mais aussi des programmes réputés plus sérieux tels que le rituel, toujours plus spectacularisé, du journal télévisé (en référence travaux de Régis Debray sur la « vidéosphère »).

En lien étroit avec les axes de réflexion proposés par le colloque CBFR 27 de Suceava, les contributeurs au dossier ont interrogé quatre domaines bien identifiés des sciences de l'information et de la communication.

Le premier, évoqué ci-dessus, porte sur le rôle spécifique des médias d'information dans la production, la reprise et la dissémination de fausses nouvelles, contribuant de facto à la montée en puissance du régime de post-vérité évoqué dans la problématique du colloque. Ainsi, le texte de Sean SCULL (Université Montpellier 3) se penche sur l'incidence de ces médias, qu'ils soient traditionnels (au premier plan les chaînes de télévision en continu) ou numériques (sites web dits de « réinformation ») dans la formation de « *chambres d'écho* » (en lien avec le paradigme cybernétique du « feed-back ») propices au développement de théories complotistes sapant les bases de la démocratie libérale. Yassine AKHATE et Issam ARIDAL (AMREC/Université Mohammed 5 de Rabat, Maroc), quant à eux, étudient la couverture médiatique par 25 pays du séisme d'El Haouz dans la région de Marrakech en septembre 2023. Ils examinent les conditions de fabrication du récit médiatique, sa diffusion et ses effets sur la perception collective, ainsi que les logiques d'influence qui en découlent, en montrant comment ce récit a pu parfois opposer le Maroc au « reste du monde ».

Le second domaine exploré par les contributeurs interroge les reconfigurations des espaces publics contemporains à l'ère des plateformes numériques et de l'intelligence artificielle générative. Relevant un certain « déclin de l'esprit critique » favorisé par les algorithmes des plateformes *mainstream*, Edmond BOU DAGHER (Université de Kaslik, Liban) plaide pour la renaissance d'une éducation citoyenne et civique permettant une identification et une analyse plus efficace et opérationnelle des fausses nouvelles. Michel DURAMPART (Université de Toulon) va aussi dans ce sens, en nuancant les accusations parfois trop simplistes adressées aux supports digitaux et évoquant le rôle majeur joué par les communications interpersonnelles (entre étudiants à l'université par exemple) et des politiques d'éducation aux médias et à l'information (EMI). Alessandro LEIDUAN (Université de Toulon), pour sa part, insiste sur la place toujours forte et ambivalente qu'occupe en France le « pouvoir intellectuel » (à travers le cas du sociologue « *embedded* » Gérald Bronner et son approche résolument cognitiviste) dans la définition de « bonnes

pratiques » pour mieux identifier les fake news et lutter contre elles. Enfin, Younes DAIFE (Université de Fès, Maroc), à partir d'une étude empirique en réception auprès de jeunes publics urbains, met en évidence une attitude défiante généralisée vis-à-vis des médias, une hiérarchisation différenciée des sources et le rôle central des émotions dans des formes d'engagement citoyen souvent expressives et peu durables... rendant d'autant plus nécessaires les actions publiques d'EMI évoquées plus haut.

Le troisième domaine des SIC abordé dans le dossier est celui de la communication des organisations, politiques, publiques et marchandes. En montrant l'influence grandissante des modèles de « guerre hybride » (issus notamment de la doctrine russo-soviétique) sur les stratégies des états-majors militaires contemporains, Philippe BELLISSENT (Université côte d'Azur) met en valeur la prise en compte croissante de modèles de désinformation de plus en plus sophistiqués, à l'ère des *deepfakes* et de l'IAG. Face à de telles menaces, Céline VERGNAC (CY Cergy Paris Université) revient sur les transformations actuelles du récit politique et stratégique des institutions de l'Union européenne, qui accordent une importance grandissante aux préoccupations des Etats d'Europe Centrale et Orientale et la définition d'un ennemi commun : l'empire russe. Sur un autre continent, en Afrique Sub-saharienne, où les stratégies de désinformation de cet empire sont également à l'oeuvre, Florence AHO AGNEY (Université de Korhogo, Côte d'Ivoire) analyse finement les pratiques communicationnelles des principaux partis politiques de son pays et leurs puissants relais d'influence dans l'opinion publique, relevant que le cyberspace ivoirien est particulièrement fertile et perméable à la propagation de fausses nouvelles en tous genres. Enfin, Veronica BENZO (Université de Catane, Italie) se penche quant à elle sur la communication externe des organisations, en analysant le rôle du *storytelling* dans les récits de grandes marques mondiales (Coca-Cola, Volkswagen...) en situation de crise pour souligner l'importance de la formation en *éthique de la narration* des personnels et cadres, mais aussi des consommateurs des produits et services de ces organisations marchandes.

Pour conclure, le quatrième domaine de recherche visé par les auteurs du dossier est celui de la création/médiation artistique et patrimoniale, en référence à l'édition suivante du prochain colloque franco-roumain en SIC qui se tiendra à la Colonie des Peintres de Baia Mare (Université d'Art et de Design de Cluj) en octobre 2026. La directrice de cet important Centre d'Art roumain, Laura GHINEA, en collaboration avec Paul RASSE (Université Côte d'Azur) insiste à juste titre sur le rôle pionnier de la création et de la médiation artistique dans la redéfinition des liens entre récits du réel et récits fictionnels, influençant en profondeur notre rapport le plus intime à la vérité. S'appuyant sur de nombreux exemples dans l'histoire des arts et des idées, ils en concluent que, d'une part, la vérité esthétique est construite par les grandes institutions muséales et, d'autre part, que la post-vérité est constituée aujourd'hui, dans l'art contemporain, à partir d'un ensemble de critiques portées par les artistes et visiteurs exclus de ce dispositif. Bouclant la boucle (cybernétique) du dossier, Marianne CAILLOUX (Université de Lille) revient au final sur la place équivoque des médias d'actualité (au travers des « Unes » de presse écrite et en ligne) dans la construction des images iconiques de notre patrimoine (célèbres tableaux d'Eugène Delacroix et Abel Lordon en référence au mouvement social des Gilets Jaunes), en concluant que, décidément, ce patrimoine national...mérite d'être mobilisé avec davantage de précaution dans la mission originelle des journalistes, qui consiste avant tout à écrire et décrire le réel.

A l'issue de cette présentation non exhaustive qui vise avant tout à mettre en valeur la qualité et la diversité des contributions, tous nos plus sincères et chaleureux remerciements vont à Sanda-Maria ARDELEANU et Mariana ŞOVEA (USV), organisatrices inspirées du colloque de Suceava, pour la collecte et la mise en forme des textes qui vont suivre.